

SID Sud-Ouest
Caserne Pelleport
9 rue de Cursol - CS 21152
33 068 BORDEAUX CEDEX

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX



--	--	--	--	--	--	--

Cahier des Clauses Techniques Particulières C.C.T.P.

**Accord- cadre à bons de commande relatif à la maintenance et aux
travaux de l'aire à feu à gaz de la Base de Défense de CAZAUX**

Table des matières

1. CHAPITRE 1 - GENERALITES	5
1.1. Présentation du marché	5
1.2. Domaine d'intervention	5
1.2.1. Domaines géographiques.....	5
1.3. Décomposition du marché.....	5
1.4. Textes réglementaires applicables au marché	6
1.5. Présentation des conditions d'exécution du marché	6
1.5.1. Horaires de travail	6
1.5.2. Habilitations	7
1.5.3. Déchets.....	7
1.5.4. ICPE.....	8
1.5.5. Maîtrise des risques	8
1.5.6. Mise à disposition, installations de chantier	9
1.5.7. Stockage et utilisation des produits chimiques.....	10
1.5.8. Déplacements au sein de la Base aérienne de CAZAUX	10
1.5.9. Outillage - EPI	11
1.5.10. Energies et eau	11
1.6. Management du contrat et suivi des prestations.....	11
1.6.1. Equipe d'encadrement	12
1.6.2. Equipe de maintenance (poste 1)	13
1.6.3. Equipes de travaux (postes 2)	13
1.6.4. GMAO – GTP (gestion technique du patrimoine).....	13
1.6.5. Rapport mensuel d'activité	13
1.6.6. Rapport trimestriel d'activité	14
1.6.7. Rapport annuel.....	14
1.7. Plan de réversibilité.....	15
2. DEFINITION DES RESULTATS ATTENDUS.....	16
2.1. Limite de prestations.....	16
2.2. Objectifs de résultats.....	17
2.2.1. Obligations de résultats particulières.....	17
2.3. Objectifs de réactivité.....	18
2.3.1. Réalisation des prestations de maintenance préventive	18
2.3.2. Réalisation de maintenance correctives - demandes d'intervention/dépannage	18
2.3.3. Etablissement des devis	21
2.3.4. Respect des délais de réalisation	21
2.4. Objectifs en terme de traçabilité lors de la mise en place du contrat	21
3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES – GESTION DU CONTRAT	22

3.1.	Mise en place des prestations – continuité de service	22
3.2.	Elaboration d'un programme de maintenance	22
3.3.	Etat des lieux et mise à jour de l'inventaire des installations.....	22
3.4.	Mise en place d'un service d'astreinte.....	23
3.5.	Prestations à réaliser lors d'un audit	23
3.6.	Accompagnement des organismes de contrôle	23
3.7.	Mise en place d'un service de réception, de traitement et de suivi des demandes du client	23
3.8.	Fouilles	23
4.	DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES - POSTE 1 – MAINTENANCE	24
4.1.	Maintenance préventive	24
4.1.1.	Prestations à effectuer	24
4.1.2.	Consommables de maintenance	24
4.1.3.	Maintenance logiciels.....	24
4.2.	Maintenance corrective.....	24
4.2.1.	Prestations à effectuer	24
4.2.2.	Pièces détachées – équipements inclus dans le poste 1 forfaitaire.....	25
4.3.	Prestation à réaliser pendant la prise en charge du contrat.....	25
4.3.1.	Première année : Remplacement de Spots Extérieurs par des Spots LED	25
4.3.2.	Deuxième année : Reprise de maçonnerie dans la galerie technique SCR	25
4.3.3.	Troisième année : Remplacement canalisation refroidissement SFL.....	25
4.4.	Prestations et travaux exclus du poste 1 forfaitaire.....	26
5.	DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES - POSTE 2 SUR BONS DE COMMANDE	27
5.1.	Généralités	27
5.2.	Devis.....	27
5.3.	Prestations non définie au BPU	27
5.4.	Réalisation.....	28
5.5.	Documents à fournir avant travaux	28
5.6.	Documents à fournir après travaux	28

Liste des annexes

N° Annexe s	Intitulé annexes
Annexe n°1	Listing indicatif équipement AFG
Annexe n°2	Liste et périodicité de maintenance
Annexe n°3	Autorisation de mise en service ICPE du 07/01/2005
Annexe n°4	Contrôles et vérifications réglementaires ICPE 62 du 20/06/2019
Annexe n°5	Prescriptions générales ICPE – Arrêté du 21/09/2017
Annexe n°6	Analyses des eaux de rejet dans le milieu naturel
Annexe n°7	Exigences cyber
Annexe n°8	Exploitation externalisée de GTP
Annexe n°9	BA120 - Fiche reflexe n°84 pollution accidentelle

1. CHAPITRE 1 - Généralités

1.1. Présentation du marché

Le présent CCTP a pour objet la définition des prestations d'entretien, de maintenance et de travaux « de l'Aire à Feux à Gaz » à réaliser sur la base aérienne 120 de CAZAUX qui se situe dans le département de la Gironde (33).

La vocation de l'aire à feux à gaz est d'assurer l'activité de formation des pompiers des armées à l'ensemble des techniques employées pour l'intervention et le sauvetage sur les aéronefs de chasse (maquette simulation carburant répandu SCR) ou de transport (maquette simulation feux localisés SFL) dans les meilleures conditions de sécurité et de disponibilité.

A titre indicatif, le fonctionnement des simulateurs sur une année est en moyenne de 1 500 exercices pour la maquette SCR et de 1 500 exercices pour la maquette SFL. Chaque simulateur est supposé fonctionner 15 minutes par exercice.

Le titulaire devra être parfaitement informé de la configuration générale du site et ne pourra pas se prévaloir d'un oubli ou d'une méconnaissance quelconque pour ne pas assurer les prestations nécessaires à la conduite, à la surveillance ou à la maintenance des installations objet du présent CCTP.

La liste des équipements du site concerné par le présent CCTP est détaillée en annexe 1 jointe au présent descriptif.

Ce marché décrit un niveau minimum de moyens visant à préserver la pérennité des installations. Cependant l'obligation de résultats fait partie intégrante de celui-ci.

Les prestations décrites dans le présent CCTP concernent l'ensemble des équipements de formations situés sur le site de l'air à feu à gaz.

1.2. Domaine d'intervention

1.2.1. Domaines géographiques

L'aire à feux à gaz se situe sur la Base de Défense de CAZAUX (33260) qui s'étend sur 5 600 hectares dont 2 200 ha en zone lacustre.

Elle est constituée des composantes suivantes :

- Une tour de contrôle pour la gestion des feus
- Un simulateur de carburant répandu (SCR) Un simulateur de feu localisé
- Un local technique pour la gestion air, eau et gaz des équipements de formations
- Un bassin de décantation pour l'arrosage des maquettes de formation SCR et SFL
- Une cuve gaz propane de 70m3 classée ICPE

1.3. Décomposition du marché

Le marché comprend 2 postes distincts à appliquer sur les installations de l'aire à feu à gaz dans le cadre du nouveau marché.

Poste 1 : Prestations forfaitaires de maintenances préventive et corrective sur bons de commande annuel.

Les prestations forfaitaires sont assujetties à une obligation de résultats. A ce titre, le titulaire garantit à l'USID de Cazaux, selon des modalités définies au présent CCTP, que l'état général des installations dont il assure la maintenance et l'entretien dans le cadre des prestations forfaitaires sera celui d'usure et d'entretien conforme au standard de vétusté et aux règles de l'art.

Elles comprennent en particulier l'ensemble des activités concourant :

- Au bon respect des réglementations en vigueur (réglementations du travail, sanitaire, d'hygiène et de sécurité...) ;
- A la pérennisation des équipements.

Poste 2 : Prestations à la demande sur bordereau de prix unitaire.

Les travaux de ce poste seront lancés par bons de commande établis sur la base du bordereau de prix unitaires joint en annexe à l'acte d'engagement au vu des devis fournis par l'entreprise. Le nettoyage du chantier en fin de travaux est compris dans le devis sans utilisation du poste du bordereau. En cas de prix non présents au BPU, le titulaire devra utiliser le coefficient K du marché appliqué sur un prix « dépenses secs ».

1.4. Textes réglementaires applicables au marché

Toutes les directives européennes, lois, normes, décrets, D.T.U. et règlements en vigueur concernant les prestations objet du présent CCTP s'appliquent intégralement, qu'il s'agisse d'opérations réalisées au titre de la partie forfaitaire du marché ou de travaux sur ou hors bordereau de prix unitaires.

Notamment, les Code du Travail, de l'Environnement, de la Construction et de l'Habitation dans leur dernière version, s'appliquent intégralement pour les prestations du présent marché, le titulaire devant prendre en charge toutes les obligations qui lui incombent. Son attention est attirée sur les dispositions à prendre lors d'interventions de quelque nature qu'elles soient dans des locaux occupés.

1.5. Présentation des conditions d'exécution du marché

1.5.1. Horaires de travail

Les horaires normaux de travail de l'USID de CAZAUX sont du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00 (15h00 le vendredi).

Les horaires particuliers pour la BA120 sont faits de journées continues de 8h00 à 17h00 du lundi au jeudi et de 8h00 à 15h le vendredi.

Ces horaires sont susceptibles d'évoluer. En cas d'urgence, il sera possible d'obtenir une dérogation pour travail hors cloche sous réserve que le titulaire en ait informé l'USID de Cazaux.

Pour tous travaux non urgents et à réaliser en dehors des heures normales de service, le titulaire adressera 48 heures avant travaux une demande d'autorisation comprenant la liste des personnels devant intervenir.

Le plan de charge annuel incluant les fermetures de l'aire à feu à gaz sera remis au titulaire à

titre indicatif lorsqu'il sera connu par l'USID de Cazaux.

A titre d'information des candidats et sans que cela n'ait une quelconque valeur contractuelle, les périodes prévisionnelles de fermeture annuelles du site sont généralement les suivantes :

- CAZAUX Aire à Feu à Gaz, huit semaine réparties de la sorte : une semaine au mois de janvier, une semaine au mois de mars, deux semaines au mois d'avril, trois semaines au mois d'aout et une semaine au mois d'octobre. Ces périodes sont susceptibles de glisser en fonction du plan de charge de l'organisme utilisateur. Si des travaux sont programmés pendant l'exécution du marché, ils devront être conduits en priorité sur ces périodes.

Les maintenances préventives et correctives ainsi que les travaux seront généralement réalisés pendant les heures normales de travail, à l'exception de celles qui nécessitent l'arrêt des installations entravant le fonctionnement opérationnel ou incompatible avec la continuité de service des organismes de la base. Ce type de prestations, exceptionnelles et limitées, fera l'objet d'une entente préalable et d'une planification qui n'entre pas dans le cadre d'interventions urgentes de mise en sécurité des personnes et des biens.

En cas d'intervention planifiée en dehors des horaires de travail normal et en accord des deux parties, une majoration du taux horaire pourra être appliquée selon le barème majoré du BPU (annexe 3 à l'AE).

En cas de dépassement d'horaires (HNO), le titulaire devra communiquer quotidiennement ou hebdomadairement la liste de ses personnels travaillant en dépassement de l'horaire de travail afin de réaliser les préavis de visite. Dans ce cas une surveillance du chantier sera assurée par l'USID de Cazaux. Dans cette situation, la personne n'assure que la fonction de surveillance des personnels du titulaire, en aucun cas elle ne pourra prendre de décision sur un problème technique.

1.5.2. Habilitations

Les personnels du titulaire posséderont toutes les habilitations nécessaires pour intervenir sur les installations couvertes par le marché. Ces habilitations seront présentées sur simple demande de l'USID de Cazaux.

1.5.3. Déchets

Le titulaire du présent marché s'engage à récupérer tous les éléments et produits qui nuisent à l'environnement et à les traiter selon la hiérarchie des modes de traitement des déchets en vigueur (réutilisation, recyclage, valorisation et élimination) issus de la réglementation applicable à la gestion des déchets.

D'une manière générale, le titulaire fait son affaire de tous les déchets générés par son activité dans le cadre du présent marché.

L'entreprise titulaire peut profiter de la reprise gratuite de certains déchets triés grâce aux différentes filières de responsabilité élargie du producteur (comme la REP PMCB ¹ ou la REP DEEE²). Lorsque ses déchets triés relèvent de l'une de ces filières, elle doit les déposer dans

¹ REP PMCB : REP Produits et Matériaux de Construction du Bâtiment

² REP DEEE : REP Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques

des points de collecte agréés afin de bénéficier de la reprise sans frais.

Si l'entreprise est amenée à devoir éliminer des déchets dangereux, autres que des DEEE, le titulaire devra prévenir l'USID et cela fera l'objet d'une traçabilité via la plateforme TRACKDECHETS.

Le chargé d'affaire/conducteur d'opérations et le titulaire du marché se rapprocheront du chargé environnement de Cazaux afin de préciser les modalités d'organisation de gestion des déchets du marché lors d'une réunion de cadrage en phase de préparation de l'opération.

1.5.4. ICPE

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que l'aire à feux est une ICPE dont l'arrêté ministériel temporaire d'autorisation du 6 janvier 2005 est joint en annexe 3.

Le titulaire respectera scrupuleusement les prescriptions techniques particulières le concernant et figurant sur l'arrêté correspondant, ainsi que sur les annexes 4 et 5. Il se tiendra disponible lors des inspections du Contrôle Général des Armées et fournira toute la documentation exigée par l'USID conformément aux exigences de la chargée environnement de la BA120.

De plus, toute modification sur l'installation devra être portée à la connaissance de l'exploitant (la BA120), afin d'évaluer si une procédure administrative est requise.

1.5.5. Maîtrise des risques

Dès le lancement du contrat, des réunions pour l'établissement des plans de prévention seront organisées par le responsable du suivi du marché de l'USID de Cazaux.

Lors de ces réunions où seront obligatoirement présents le responsable du suivi du marché USID, le représentant "hygiène et sécurité" de l'organisme utilisateur et le titulaire ou son représentant, un plan de prévention sera établi conformément aux instructions ministérielles n°300611 et 300612/DEF/DFP/PER/5 du 16.03.98.

Ce plan devra être détenu par le Titulaire et l'USID de Cazaux en format numérique.

Le titulaire devra systématiquement communiquer un exemplaire du plan de prévention à ses sous-traitants.

L'établissement du plan de prévention sera précédé d'une inspection commune des lieux d'exécution des prestations à l'issue de laquelle une analyse des risques sera réalisée. Le plan de prévention devra prendre en compte les consignes de sécurité communiquées par l'administration et devra comporter au moins des dispositions dans les domaines suivants :

- La définition des phases d'activités dangereuses et des moyens spécifiques correspondants,
- L'adaptation des matériels, installations et dispositifs relatifs à l'opération,
- Les instructions à donner aux salariés,
- L'organisation des secours,
- Les visites périodiques.

En outre, lorsque les prestations objet du présent marché sont exécutées de nuit ou dans un lieu isolé, le titulaire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'aucun salarié de son entreprise ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru dans un bref délai en cas d'accident.

Le titulaire a l'obligation d'informer ses salariés des dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures prises pour les prévenir en application du plan de prévention. Ils doivent être informés des zones dangereuses ainsi que des moyens mis en œuvre pour les matérialiser (affiches, consignes). Ils doivent être informés des dispositifs de protection collective et individuelle et des accès de secours.

A ce titre, le titulaire communiquera à l'USID de Cazaux le contenu précis des formations et informations communiquées à ses salariés en matière de prévention.

En outre, le titulaire devra signaler à l'USID de Cazaux, dans un délai de 24 heures, tout accident du travail dont serait victime un de ses salariés, y compris de ses entreprises sous-traitantes ou prestataires, dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Risque amiante :

Sans objet

Risque incendie :

L'entrepreneur titulaire du marché devra assurer à ses frais et sous sa responsabilité les mesures de protection contre l'incendie, comportant la présence obligatoire sur son chantier :

- D'un extincteur à mousse efficace contre les feux pouvant être provoqués par les matériels, engins, véhicules employés ;
- D'un extincteur sur chacun des véhicules ou engins à moteur thermique de son entreprise et/ou relevant de sa responsabilité.

De plus, il sera interdit d'allumer des feux nus.

Un permis de feu selon la procédure en vigueur sera établi avant tout travail utilisant des équipements de soudage, meulage ou tout travaux par points chauds.

Risque Cyber sécurité

Le titulaire devra appliquer strictement les clauses relatives à la cyber sécurité présentées en annexe 7. Toute infraction impliquera les pénalités prévues au CCAP. Il est formellement interdit de raccorder du matériel informatique non identifié diffusion restreinte (clé USB, PC, téléphone portable, etc...) à ces postes de travail. En cas de modification de l'outil, les traitants du titulaire seront formés et devront utiliser les nouvelles fonctionnalités. Pour rappel : la cybersécurité est partie prenante dans l'exécution du présent contrat. Le titulaire adaptera donc ses prestations en fonction de l'annexe 7.

1.5.6. Mise à disposition, installations de chantier

Le marché prévoit la mise à disposition d'une aire pour y installer les bungalows et stockage nécessaires à l'exécution du contrat.

Le titulaire maintiendra en état de propreté les espaces et locaux mis éventuellement à sa disposition. L'accès aux locaux mis à la disposition du titulaire restera à tout moment possible à l'USID de Cazaux ainsi qu'aux diverses commissions de sécurité, incendie, gendarmerie, CHSCT...

Le titulaire contractera les assurances nécessaires et suffisantes à la couverture des locaux qui sont mis à sa disposition. Une demande d'autorisation d'occupation temporaire à titre gracieux sera rédigée par le titulaire et transmise à la cellule domaine de l'USID. L'équipement mobilier de ces locaux et le nettoyage seront à la charge du titulaire.

Sont également à la charge du titulaire les frais inhérents à l'installation, raccordement et forfait des lignes téléphoniques extérieures (internet, téléphonie).

Le titulaire prend en considération que ces mises à disposition de locaux ou d'aire d'accueil sont considérées comme des installations de chantier permanentes pour tous travaux de maintenance ou par bons de commande sur l'ensemble des emprises, pour ses besoins et ceux de ses sous-traitants.

1.5.7. Stockage et utilisation des produits chimiques

Les produits chimiques utilisés par le titulaire seront stockés dans les conditions réglementaires de sécurité, même s'il doit pour cela avoir recours à l'installation d'un abri mobile extérieur et de bacs de rétention. Le titulaire devra fournir à l'USID de Cazaux les fiches de données de sécurité de chaque produit chimique utilisé. Aussi, il se conformera aux procédures mises en place par l'USID de Cazaux. En début de marché, le titulaire fournira à l'USID de Cazaux la liste la plus exhaustive possible des produits chimiques qu'il sera appelé à utiliser dans le cadre de ses prestations. Cette liste sera sous forme de tableau Excel, elle sera mise à jour à chaque modification et un exemplaire sera remis à l'USID de Cazaux, seule à autoriser le stockage sur site, avant toute utilisation.

Cette liste comprendra, au minimum :

- La désignation du produit ;
- Sa référence fabricant ;
- Eventuellement les produits équivalents susceptibles d'être utilisés ;
- Son utilisation ;
- La référence et la date de son autorisation d'utilisation sur le site ;
- Son lieu de stockage ;
- La quantité normalement stockée sur le site ;
- La nécessité de surveillance médicale spéciale des utilisateurs ;
- Les EPI liés à son utilisation ;
- La nécessité de locaux dotés d'équipements spécifiques pour son utilisation (ventilation...).

Le titulaire devra être équipé de kit anti-pollution avec de l'absorbant adapté en cas de déversement accidentel lors de la manipulation des produits, afin d'éviter toute pollution du milieu naturel.

En cas de déversement accidentel, le titulaire devra appliquer la procédure d'urgence du site (voir annexe n°9) et devra prévenir l'USID de Cazaux.

1.5.8. Déplacements au sein de la Base aérienne de CAZAUX

Les déplacements à l'intérieur du site se font exclusivement avec les véhicules du titulaire.

Après avoir obtenu l'autorisation d'accès pour ses personnels et ses véhicules, la circulation dans l'enceinte de la base est soumise, outre le code de la route, aux règles de responsabilités définies par le service sécurité du site et communiquées lors de la demande d'autorisation d'accès.

Cependant, la mise en œuvre de certains exercices ou essais liés à l'activité des entités entraîne l'interdiction de circuler dans des zones définies comme gabarit de sécurité, l'étendue de cette zone variant avec la nature des exercices ou essais. La circulation sur la voirie subit donc des interdictions partielles délimitées dans le temps.

Il appartient donc au titulaire de prendre en compte ce paramètre pour planifier ses interventions sur les différentes zones.

Il existe également des interdictions de circuler ou des spécificités particulières pour stationner, au niveau des zones pyrotechniques par exemple (Zones GMU, ATEX...). Une sensibilisation aux dangers pyrotechniques spécifiques aux entités, sera dispensée aux personnels travaillant régulièrement sur l'entité.

1.5.9. Outillage - EPI

Les personnels intervenants devront posséder leurs outillages adaptés aux prestations à effectuer. Il appartient au titulaire de s'assurer que les outillages qu'il met (ou fait mettre) à la disposition de ses personnels sont en bon état et qu'ils ont subi les vérifications réglementaires nécessaires (pour les outillages le nécessitant).

Les équipements de levage, accès en hauteur... seront fournis par le titulaire uniquement dans le cadre du forfait.

De la même manière les personnels du titulaire seront dotés, autant que de besoin, des équipements de protection individuelle (EPI) tout en privilégiant dans un premier temps, la mise en place de moyens de protection collectifs.

1.5.10. Energies et eau

Dans le cadre du marché, le titulaire aura à sa disposition : eau et électricité.

A charge du titulaire de se raccorder avec des sous compteurs sur les points mis à sa disposition et de faire procéder aux vérifications réglementaires. Une refacturation des consommations sera effectuée par la base de Défense.

1.6. Management du contrat et suivi des prestations

Le présent marché nécessite la mise en place d'une structure apte à répondre à toutes les caractéristiques décrites dans le CCTP.

Les équipes de maintenance devront être sédentaires. Le titulaire veillera tout particulièrement à assurer la continuité quelle que soit la période de l'année.

La fréquence de rendez-vous fixée dans les chapitres suivants est le minimum requis pour la tenue du contrat. Au fur et à mesure de l'avancement du marché, la fréquence pourra être adaptée en fonction des nécessités du service et à l'initiative de l'USID de Cazaux.

Au cours de l'exécution du marché, des réunions diverses et ponctuelles peuvent être organisées à tout moment sur l'initiative de l'USID de Cazaux ou à la demande du titulaire.

1.6.1. Equipe d'encadrement

Le titulaire désignera dans l'acte d'engagement le responsable du contrat. Interlocuteur unique de l'USID de Cazaux, le responsable de contrat s'adjoindra autant que nécessaire des compétences utiles à la bonne réalisation des prestations. Il aura à sa charge les équipes en charge des prestations de maintenance et de travaux sur le site.

L'équipe d'encadrement sera armée par au minimum un (1) responsable de contrat et un (1) responsable de site.

Le titulaire prendra en compte la particularité du site et notamment l'augmentation de la masse de travaux à réaliser lors des périodes de fermeture du site.

La fonction du responsable de contrat aura pour caractéristiques essentielles :

- Gestion globale du contrat (administrative, technique et financière) ;
- Joignable en permanence par moyen de communication portable, ou son remplaçant en cas d'absence ;
- Avoir délégation suffisante pour répondre aux urgences des diverses situations envisageables (signature des bons de commande, approvisionnements, sous-traitance, location de matériel, signature plan de prévention, réunions HSCT...) ;
- Avoir le souci permanent en matière d'Hygiène Sécurité et Condition de Travail ainsi qu'en matière de protection de l'Environnement ;
- Capacité à faire des propositions visant à faire évoluer les exigences du CCTP ;
- Assurer la veille réglementaire applicable aux installations concernées par le marché.

La fonction de responsable de site aura pour caractéristiques essentielles :

- Présent sur site en permanence durant les horaires de travail ;
- Gérer la maintenance d'un ensemble d'installations sous contraintes diverses et fortes (contrôles d'accès, déplacements, criticité et diversité des installations, activité...) ;
- Maîtriser l'établissement des devis dans le cadre des travaux hors forfait, puis, suivi de ces travaux avec tenue des plannings correspondants et mise à jour des plans de la base documentaire ;
- Assurer le suivi et mise à jour de l'inventaire général des installations ;
- Présent à toutes les réunions programmées ou non dans le cadre du contrat ainsi qu'à toute convocation demandée par l'USID de Cazaux. Il sera en mesure d'être compétent pour répondre à toutes les questions qui pourront lui être posées dans le cadre du contrat, quitte pour cela, à recourir aux compétences complémentaires utiles ;
- Soutenir en toutes circonstances ses personnels dans les interventions complexes ;
- Etre force de proposition dans l'amélioration des performances des installations (coût d'exploitation, maintenabilité, rendement, sécurité, environnement, diminution des coûts de contrôles obligatoires (CVPO existants ou prévisibles)) ;
- Capacité à faire vivre la GMAO (GTP), à mettre en place dès le début du marché ;
- Savoir mémoriser la criticité des installations techniques et ainsi prioriser ses interventions correctives ou préventives ;
- Synchroniser les interventions de maintenance ou travaux en prenant en compte les aléas de déplacement sur les sites (fermeture de routes selon les essais programmés) et vérifier la compatibilité de la mise à l'arrêt d'installations avec l'activité de l'établissement ;
- Manager les sous-traitants.

1.6.2. Equipe de maintenance (poste 1)

Sous les ordres d'un chef d'équipe, cette équipe assurera le suivi quotidien de la maintenance préventive et corrective. Elle sera constituée de personnels ayant les qualifications nécessaires et suffisantes pour effectuer en qualité et sécurité les tâches qui lui seront confiées. Elle effectuera la maintenance selon un plan de maintenance validé par le responsable de contrat. Le titulaire veillera à la stabilité de cette équipe pour laquelle la parfaite connaissance du site et des installations sera une condition indispensable à la bonne réalisation de ces maintenances. Elle sera en mesure d'intervenir, dans les délais fixés, à toute demande de dépannage émanant de l'USID de Cazaux.

1.6.3. Equipes de travaux (postes 2)

Sous les ordres d'un chef d'équipe, les équipes de travaux interviendront selon les commandes ponctuelles passées au titulaire. Le plan de charge de ces équipes sera donc variable. La qualification des personnels des équipes travaux sera fonction des travaux à exécuter. **Sauf exception, les travaux par commandes ponctuelles ne seront pas effectués par les personnels affectés à l'équipe de maintenance.** La qualification des personnels des équipes travaux sera fonction des travaux à exécuter.

1.6.4. GMAO – GTP (gestion technique du patrimoine)

La gestion des installations techniques, les ordres d'intervention et les échanges relatifs à ces interventions, seront traités par l'outil GTP, SI métiers de la gestion de la maintenance et du patrimoine du SID.

Dès la notification du marché, le titulaire complètera les démarches pour obtenir un accès à INTRADEF et ainsi à GTP. Un poste informatique « INTRADEF » sera mis à disposition du titulaire (un PC pour chaque domaine) dans les locaux mis à leur disposition une fois les personnels accrédités. L'USID de Cazaux s'engage à dispenser au minimum deux demi-journées de formation à l'outil au responsable de site et au responsable du contrat et son adjoint/suppléant.

Au démarrage du marché, des fichiers « pivot » pré-remplis (code immeuble, composant G2D et numéro de bâtiments correspondants) de type tableur seront fournis par l'USID de Cazaux au titulaire entrant. Ce dernier, pendant la reconnaissance de site (3.1.2), vérifiera et complètera au besoin les données techniques des fichiers inventaire existants avant de transposer ces données techniques dans les fichiers pivot fournis. Au terme du mois de vérification des inventaires, le titulaire remettra à l'USID de Cazaux les fichiers à jour sur support amovible. Aucune modification dans la mise en forme ne pourra être faite dans les fichiers pivot. Si le titulaire, pour ses besoins de maintenance et de surveillance, a le besoin de centraliser des données techniques supplémentaires, il est autorisé à incrémenter les tableurs inventaire fournis en annexe de l'appel d'offres.

Pendant tout la durée du marché, le titulaire devra mettre à jour en continu les fichiers pivot afin d'alimenter l'outil, soit sur remplacement d'équipements au titre du marché ou sur DOE fournis par l'USID de Cazaux.

Concernant le traitement des demandes d'intervention, le titulaire

1.6.5. Rapport mensuel d'activité

Une réunion mensuelle sera programmée entre l'USID de Cazaux et le titulaire (compte-rendu à charge du titulaire).

A cette occasion, ce dernier fournira un rapport mentionnant :

- Une synthèse des opérations effectuées le mois écoulé avec observations associées ;
- Un bilan technique mensuel de la maintenance (correctif, préventif, autres travaux) ;
- Un tableau de bord permettant de quantifier les actions menées sur la part forfaitaire ;
- Un état des devis en cours (élaboration, en acceptation, acceptés, etc..).

Des visites contradictoires et/ou des inspections techniques de contrôle seront réalisées par sondage pour contrôler la réalité et la bonne exécution des prestations ainsi que le respect des objectifs définis dans le présent marché. Ces contrôles seront établis suivant des critères précis et selon un processus défini par l'USID de Cazaux et le titulaire.

1.6.6. Rapport trimestriel d'activité

Un rapport trimestriel sera fourni à l'USID de Cazaux par le titulaire, lors de la tenue de la réunion mensuelle de fin de trimestre.

Ce rapport comprendra au minimum :

- Le bilan des maintenances préventives et correctives ;
- La concordance avec le planning prévisionnel et une proposition de réajustement éventuel ;
- L'analyse des fiches « maintenance » et les actions correctives à mener dans le temps et selon leur criticité ;
- L'analyse contradictoire des prestations exécutées sur la part forfaitaire ;
- Les indicateurs de répartition préventif/correctif.

L'examen de ce rapport ainsi que des divers indicateurs des rapports mensuels permettront de pouvoir prendre des mesures correctives qui apparaîtraient nécessaires.

1.6.7. Rapport annuel

A chaque date d'anniversaire du contrat, le titulaire fournira à l'USID de Cazaux (compte-rendu à charge du titulaire) :

- La répartition des coûts correctifs / curatifs par bâtiment sur l'année ;
- Le recensement des coûts liés à la réglementation ;
- Un tableau de bord annuel permettant de suivre les objectifs définis dans les chapitres 2, 3 et 4 ;
- L'analyse de ces tableaux de bord avec un récapitulatif des éventuelles pénalités appliquées dans l'année ;
- Une proposition d'amélioration des prestations (fréquence, gammes, objectifs, etc..).

Seront également fournis lors de cette réunion :

- La mise à jour du programme des prestations, de l'inventaire, de la base de données ;

L'objet de cette revue de contrat sera de :

- Valider les prestations réalisées lors de l'année,
- Analyser les objectifs définis dans les chapitres suivants ainsi que ceux de performance établis par le titulaire.

Toutes les données renseignées dans les différents rapports ne seront pas forcément issues de la GMAO. Le titulaire mettra en place tous les outils nécessaires à l'extraction et au rendu des différents paramètres.

1.7. Plan de réversibilité

Les modalités relatives à cette obligation sont détaillées dans l'article 11.5 du CCAP.

2. Définition des résultats attendus

2.1. Limite de prestations

Le présent marché prend principalement en charge la maintenance des installations suivantes :

- Un simulateur de feux de carburant répandu (SCR) comprenant une maquette d'avion de chasse à l'échelle, disposée au milieu d'une aire circulaire de 400 m², y compris tous les équipements constituant cette maquette SCR et son environnement direct, canalisations gaz, grilles et supports inclus ;
- Un simulateur de feux localisés (SFL) comprenant une maquette d'avion de transport à l'échelle 1 sur laquelle sont simulées différentes catégories de feux localisés, y compris tous les équipements constituant la maquette SFL et son environnement direct, dont les générateurs de fumée du simulateur de feux localisé ;
- Aire de manœuvre :
 - Une surface de travail d'environ 15000 m² en béton permettant la manœuvre des équipes de secours autour des deux simulateurs.
 - L'éclairage sur mâts, les caméras sur mâts, y compris les mâts.
- Tour de commandement et de manœuvre :

Dans la tour de contrôle seul le matériel directement lié au fonctionnement des simulateurs est à prendre en compte, à savoir :

- l'onduleur ;
- l'armoire électrique ;
- le système de détection gaz ;
- les moyens informatiques ;
- les moyens radios ;
- les moyens vidéo ;
- les équipements informatiques de conduite ;
- contrôle météo ;
- les moyens de communications fixes et portables compris les accus rechargeables ;
- klaxon crash formation.
- Divers technique :
 - Le local « pomperie » (compresseurs, armoire automate, pompes, ...) ;
 - Le bassin de récupération des effluents et les réseaux de collecte ou de vidange ;
 - Le local TGBT ;
 - Le groupe électrogène ;
 - Les deux lignes de distribution de propane liquide et deux lignes de propane gazeux.
 - Tous les équipements de fonctionnement et de sécurité à l'intérieur de la zone de stockage gaz (vannes, soupapes, équipements de motorisation, équipements de mesures, etc) ;
 - La station de vaporisation ;
 - L'armoire électrique de commande de l'installation gaz et les variateurs de démarrage moteurs ;

- Les circuits d'alimentation des équipements et des installations définies ci-dessus, y compris la protection de départ ;
- Le réseau d'eau de l'aire à feux à partir de la vanne d'arrivée qui se situe au pied de la tour de commandement ;
- Installation stockage gaz propane: la cuve de stockage de 35 tonnes (70m3).

Ne sont pas inclus dans le marché :

- CVPO Electrique, incendie, désenfumage ;
- Entretien VMC, chauffage et climatisation bâtiments ;
- Approvisionnement gaz ;
- Entretien caisson à fumée.

2.2. Objectifs de résultats

La nature et la fréquence des visites de contrôle et opérations de maintenance devront permettre de maintenir les installations en état de fonctionnement et de performance. Toutefois, le nombre de visites annuelles minimales par installation ne devra pas être inférieur aux fréquences indiquées dans le présent CCTP et ses annexes.

L'engagement du titulaire correspond à une obligation de résultats qui devra se traduire d'une façon générale par :

- **Le respect de la qualité de service** nécessaire à la satisfaction des personnels utilisateurs, en recherchant en permanence la mise en adéquation du service rendu et du niveau d'exigence du pouvoir adjudicateur ou son représentant ;
- **La garantie de la fonctionnalité des différents locaux**, grâce à la disponibilité des installations, à l'obtention de meilleurs rendements, au respect des consignes d'exploitation et de maintenance des constructeurs et installateurs ;
- **La bonne réalisation de toutes les activités relatives au marché et à sa gestion**. Le titulaire assurera l'enregistrement exhaustif de tous les flux de demande, de traitement et de gestion ;
- **La maintenance et la valorisation de la partie du patrimoine concernée par le marché**, ainsi que l'optimisation du plan de maintenance y compris l'anticipation de la pérennité des installations ;
- **La mise en place d'un plan de progrès** visant aussi bien la diminution des coûts globaux de maintenance que la pérennisation des installations ;
- **La contribution à la sécurité** des personnes et des biens en respectant les obligations générales d'hygiène et de sécurité ;
- **La contribution à la politique pour la protection de l'environnement et le développement durable**.

2.2.1. Obligations de résultats particulières

Le titulaire s'engage à mettre à disposition pendant toute la durée du marché un technicien référent renforcé au besoin de personnels qualifié dans les domaines gaz, automatisme industriel, hydraulique et air comprimé et électricité. Le titulaire fournira à l'USID de Cazaux la liste du personnel qualifié par domaine pour approbation. Cette liste sera à faire valider à

chaque modification de personnel. Le référent assurera la surveillance technique de l'installation. Il aura la disponibilité nécessaire en réponse à l'obligation de résultat.

Après validation de l'USID de Cazaux, il fera procéder à tous les réglages et interventions nécessaires à un parfait fonctionnement de l'installation et de ses équipements, par des techniciens obligatoirement qualifiés dans le domaine concerné.

En cas de défaillance inopinée impactant le bon fonctionnement de l'équipement industriel et faisant l'objet d'une demande par l'USID de Cazaux, cela déclenchera le délai d'intervention. En raison d'une disponibilité exigeante au vu du contrat opérationnel de formation des pompiers, les techniciens saisis par le référent pour intervention doivent être impérativement disponibles sous un délai ne pouvant excéder quatre heures à partir de l'information passée entre l'USID de Cazaux et le référent.

2.3. Objectifs de réactivité

2.3.1. Réalisation des prestations de maintenance préventive

L'exigence relative au respect du programme annuel de maintenance est mesurée chaque mois pour l'ensemble des prestations. Les programmations sont à charge du titulaire qui proposera des plannings prévisionnels de maintenance validés par l'USID de Cazaux.

Au cours des maintenances préventives (voir annexe 2) et en cas de constats de petits correctifs à réaliser, les prestations seront immédiatement réalisées dans la limite fixée au paragraphe 4.2.2. A la fin de l'intervention il sera adressé un compte rendu à l'USID de Cazaux (fiche maintenance) détaillant les modalités et le coût de l'intervention

- **Réactivité d'intervention :** c'est le délai entre la prestation de maintenance préventive planifiée (plan de maintenance) et sa réalisation. Seuls les jours ouvrés sont comptabilisés. Le délai maximum entre une planification et sa réalisation ne pourra dépasser **8 jours ouvrables**. Les plannings prévisionnels pourront être ajustés en accord des deux parties, sur décision écrite de l'USID de Cazaux et sur présentation de justificatifs entraînant les reports (intempéries, impératifs opérationnels, essais majeur, etc.).

2.3.2. Réalisation de maintenance correctives - demandes d'intervention/dépannage

Les maintenances correctives seront à réaliser :

- Soit à l'occasion des maintenances préventives (réalisée suivant les quantités fixées dans les annexes) à l'initiative de l'entreprise (compte rendu à transmettre à la fin d'intervention à l'USID de Cazaux si dans la limite des seuils fixés au 4.2.2),
- Soit l'initiative de l'USID de Cazaux sur demande d'intervention (selon l'urgence par demande téléphonique régularisée par écrit a posteriori, soit sur DI (demande d'intervention - EUREKA/GTP pour CAZAUX)).

2 objectifs sont attendus pour ces prestations (**notion de dépannage**) :

- **1 - Réactivité d'intervention :**

Définition de la réactivité d'intervention : c'est le délai entre la prise en compte de la demande par le titulaire et le début de l'intervention du prestataire pour chaque intervention

corrective. Le titulaire devra alors localiser, diagnostiquer, mettre en sécurité et réparer si possible l'installation si la prestation entre dans le cadre forfaitaire.

La partie forfaitaire du contrat intègre l'ensemble des interventions en dépannage comprenant les fournitures et/ou consommables nécessaires à leur réalisation. On entend par dépannage et interventions urgentes toute panne affectant l'exploitation normale du site.

Les délais d'intervention définis pour les dépannages : 4h.

Dans le cas général, le délai d'intervention est de 4 heures ouvrées pour toutes les demandes. Toute intervention de dépannage commencée sera poursuivie jusqu'à la remise en état de fonctionnement normal y compris en dehors des heures ouvrables.

L'intervention effectuée par le titulaire est sous son entière responsabilité et celle de l'USID de Cazaux. Il entend mener à son terme les éventuelles réparations, avec le personnel qualifié nécessaire à celle-ci. L'intervention est menée de bout en bout sans contribution extérieure de l'utilisateur. L'arrêt et la remise en service feront l'objet d'un constat préalable. La procédure intégrera une prise en compte provisoire auprès de l'utilisateur, puis une réintégration vers celui-ci après intervention tracée sous forme de procès-verbal.

➤ **2 - Disponibilité des installations :**

Définition de la disponibilité : aptitude d'un bien à être en état d'accomplir une fonction lorsqu'elle est requise dans des conditions données, en supposant que les moyens extérieurs nécessaires sont mis à disposition.

Le titulaire s'engage à ne pas dépasser un total de 90 heures d'indisponibilité cumulée au cours d'une période de validité du contrat d'une année. L'indisponibilité est calculée comme suit :

- L'indisponibilité du SCR et du SFL dépend du bon état des maquettes mais également de tout le reste de l'installation industrielle (comprenant tous les équipements en amont ou en aval des maquettes) ;
- L'installation sera déclarée indisponible lorsque le SFL ou le SCR ne pourra pas remplir à minima sa fonction (hors arrêt programmé de maintenance annuelle ou exclusion du CCTP telle que mauvaise utilisation) :
 - **Fonctionnement minimal du SCR :**
Pour cette installation, un minimum de quatre zones sur six devra fonctionner en totalité ; aucun mode dégradé ne sera pris en compte et considéré dans ce minimum de quatre zones ;
 - **Fonctionnement minimal du SFL :**
Pour cette installation, un minimum de trois ateliers intérieurs devra fonctionner en totalité, aucun mode dégradé ne sera pris en compte et considéré dans ce minimum de trois ateliers ; et un minimum de deux ateliers extérieurs devra fonctionner en totalité, aucun mode dégradé ne sera pris en compte et considéré dans ce minimum de deux ateliers.

En deçà de ces minimums décrits supra, le compteur horaire sera déclenché par appel téléphonique de l'USID de Cazaux au titulaire. Cet appel fera l'objet d'un ordre de service pour régularisation qui mentionnera la date et l'heure d'appel (To) déclenchant le compteur d'indisponibilité.

La procédure en cas d'indisponibilité est la suivante :

- L'état d'indisponibilité de l'installation est constaté par l'utilisateur et l'USID de Cazaux.
- Après intervention du prestataire, le PV de constat de fin de l'état d'indisponibilité est établi et validé par visa du titulaire. Le PV mentionne la cause de la défaillance, précise si cette cause relève du poste forfaitaire du marché ou si elle est imputable à un tiers (mauvaise utilisation, absence de gaz ...), et détaille la solution apportée (avec tout commentaire nécessaire). Ce PV fera impérativement apparaître la date et l'heure de remise en état minima des installations SCR et SFL. Cela constituera la fin de la période d'indisponibilité (Tf) ;
- Un nouvel ordre de service sera établi dès réception par l'USID de Cazaux du PV de fin de période d'indisponibilité (Tf) ;
- Si les installations SCR et SFL sont indisponibles simultanément, alors les durées d'indisponibilité simultanée se cumulent ;
- La plage horaire de fonctionnement de l'aire à feux est la suivante ;
- Par journée ouvrable, de 8h à 12h puis de 13h à 17h du lundi au vendredi ;
- Le titulaire est chargé de créer et de tenir à jour un indicateur d'indisponibilité SFL/SCR et de présenter lors des réunions mensuelles tous les justificatifs associés nécessaires.

A titre indicatif, le fonctionnement des simulateurs sur une année est en moyenne de 1500 exercices pour la maquette SCR et de 1500 exercices pour la maquette SFL. Chaque simulateur est supposé fonctionner 15 minutes par exercice.

Délais de remise en configuration : c'est le délai entre la prise en compte de la demande par le titulaire et la clôture de l'intervention corrective par le titulaire. Seules les heures ouvrées sont comptabilisées.

La délai d'intervention est fixé suivant le critère d'urgence imposé par l'USID de Cazaux :

- Pour les installations de criticité P1, 4heures ;
- Pour les installations de criticité P2, 96 heures ;
- Pour les installations de criticité P3, le délai de remise en configuration sera déterminé sur demande de l'USID de Cazaux (en règle générale dans les deux semaines selon la complexité du dossier).

A titre indicatif et sans notion contractuelle, le nombre d'interventions habituellement déclenchée est d'environ 100 demandes annuelles de dépannage, la majorité des interventions étant d'urgence P3, un volume d'environ 5 % pour les P1 et 10 % pour les P2 est à prendre en compte.

Quel que soit la situation, le délai de remise en configuration ne devra en aucun excéder 30 jours calendaires à partir de la date de réception de la demande.

Il pourra être admis à titre exceptionnel pour faire face à une situation de panne et sur approbation de l'USID de Cazaux, une remise en fonctionnement dégradé, c'est à dire ne présentant pas toutes les caractéristiques du fonctionnement nominal mais garantissant toutefois la sécurité des personnes et des biens. Cette situation devra être levée dans les meilleurs délais par une remise en configuration nominale de l'équipement ou de l'installation telle que prévue par le constructeur. Pour les équipements de haute technicité, le titulaire

fera appel au constructeur autant que de besoin et ce, dans le cadre du forfait.

2.3.3. Etablissement des devis

La réactivité est le délai entre la demande de devis de l'USID de Cazaux au titulaire et la remise du devis. Seuls les jours ouvrés sont comptabilisés.

- **Réactivité à assurer = 10 jours (ouvrés)**
- **3 jours pour la reprise d'un devis suite à remarques ou modifications demandées du client.**

Certaines prestations nécessitent une intervention urgente classé P1 (remise à niveau d'un équipement pour cause de réalisation d'un essai ou pour raison opérationnelle). Dans ces cas très limités, il sera demandé au titulaire **une réactivité de 3 jours ouvrés pour l'établissement des devis** (à partir de la demande de l'USID de Cazaux), **1 jour ouvré** pour les reprises du devis suite à remarque.

Les devis devront préciser les délais d'approvisionnement et les délais de réalisation des opérations.

2.3.4. Respect des délais de réalisation

Sur chaque commande objet du poste 2 est indiqué un délai pour la réalisation des travaux (incluant les délais d'approvisionnement). Les délais de réalisation sont contractuels, en cas de dépassement prévisionnel du délai d'exécution, le titulaire doit en informer immédiatement l'USID de Cazaux.

Les prestations à réaliser sur bon de commande doivent faire l'objet d'un planning prévisionnel fourni par le titulaire et validé par l'USID de Cazaux.

2.4. Objectifs en terme de traçabilité lors de la mise en place du contrat

Dans l'attente de la mise en place effective de l'outil spécifique « métier de gestion technique du patrimoine (outil GTP) », le titulaire mettra en place son outil de gestion servant à lister les installations et équipements devant faire l'objet d'une maintenance, à affecter un plan de maintenance sur ces installations et équipements, et à suivre l'exécution de ce plan de maintenance. Ce fichier devra permettre l'extraction de fichiers compatibles avec Excel suivant un formalisme imposé (fichiers pivots) par l'USID de Cazaux, que le titulaire fournira à chaque réunion ou chaque rapport et à tout moment sur simple demande.

Une fois l'outil GTP en service, le titulaire devra consulter et renseigner l'outil sur un poste fourni par l'USID de Cazaux. (Voir 1.6.4)

3. Description des prestations attendues – gestion du contrat

3.1. Mise en place des prestations – continuité de service

Dès la notification du marché, le titulaire prendra les dispositions nécessaires pour assurer ses fonctions dans les meilleurs délais. Il s'attachera à la découverte et à la localisation des installations. Il définira sans tarder, en partenariat avec l'USID de Cazaux, l'organisation à adopter et prendra toutes dispositions pour rendre opérationnels les moyens matériels et humains mis en place.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à poursuivre et finaliser toutes les commandes engagées au cours du délai d'exécution du présent marché même si la période du forfait est échue.

3.2. Elaboration d'un programme de maintenance

A la prise d'effet du contrat, le titulaire proposera un programme de maintenance permettant à l'USID de Cazaux de valider les moyens mis en place. Il fera référence à la liste de périodicité des opérations de maintenance préventive systématique (annexe 2,4,5 et 6).

Ce programme comprendra au minimum :

- L'organisation du titulaire en terme de management des équipes techniques (encadrement, équipes propres, sous-traitants, cotraitants) qu'il compte mettre en œuvre. **Le titulaire assurera la mise en place et la pérennité d'une équipe distincte et propre à chaque domaine ;**
- Les moyens et les équipements techniques qu'il compte mettre en œuvre ;
- Un planning prévisionnel de maintenance semestriel ;
- Un P.A.Q. pour le contrat, avec démarche contrôle interne, suivi des anomalies, traitement des non-conformités, etc...

Il sera réalisé dans un délai de 1 mois à compter de la notification du marché et fera l'objet d'un document écrit récapitulatif. Cet état sera remis à l'USID de Cazaux sous format informatique (compatible « pack office ») pour validation par OS.

Ce programme de prestations (tableau de bord) sera en permanence mis à jour pendant toute la durée du contrat et devra être remis à l'USID de Cazaux lors de chaque revue annuelle ou sur simple demande de sa part.

L'attributaire devra intégrer dans ses programmes de maintenance, les contrôles et vérifications réglementaires de l'ICPE N°62 (Annexe 4,5 et 6).

3.3. Etat des lieux et mise à jour de l'inventaire des installations.

A la prise d'effet du contrat, le titulaire établira un état des lieux des installations qui comprendra la mise à jour de l'inventaire annexé au présent CCTP (Annexe n°1) avec une évaluation d'état : très bon état, bon état, état moyen, signe de vieillissement/fatigue, état dégradé.

Il sera réalisé dans un délai maximum de 1 mois à compter de la notification du marché et fera l'objet d'un document écrit récapitulatif signé par les 2 parties (USID de Cazaux et titulaire).

Cet état sera remis à l'USID de Cazaux sous format informatique (WORD, EXCEL...).

Cet état constituera l'état des lieux contractuel du début du marché : au-delà de ce délai, le titulaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque anomalie pour élever une réclamation ou ne pas satisfaire à ses obligations.

Cet état des lieux sera tenu à jour pendant toute la durée du contrat et devra être remis à l'USID de Cazaux lors de chaque revue annuelle ou sur simple demande de l'USID de Cazaux.

Nota important : une évolution de +/- 5% du patrimoine (surface bâtie) n'entraînera aucun changement dans le prix forfaitaire.

3.4. Mise en place d'un service d'astreinte

Aucun service d'astreinte n'est requis au titre du présent marché.

3.5. Prestations à réaliser lors d'un audit

Pendant la période du marché, l'USID de Cazaux pourra, à ses frais, auditer ou lancer toute expertise qu'il juge nécessaire. Ces études auront pour but d'évaluer les prestations de maintenance effectuées et de déterminer, s'il y a lieu, les travaux à exécuter sur les ouvrages qui ne seraient pas en état normal d'entretien et de fonctionnement. Le titulaire devra se rendre disponible et assister le prestataire chargé de cet audit.

A la lecture de rapport d'audit, s'il apparaît un état anormal d'entretien, l'USID de Cazaux mettra en demeure le titulaire qui ne pourra se soustraire à la levée des défauts constatés dans un délai fixé unilatéralement par l'USID de Cazaux.

3.6. Accompagnement des organismes de contrôle

Le titulaire assurera à ses frais l'accompagnement des organismes de contrôle lors des vérifications, notamment celles périodiques et obligatoires. Il assurera l'accès aux locaux, la conduite des installations pour effectuer les contrôles ainsi que l'accès aux équipements et matériels nécessitant un démontage.

3.7. Mise en place d'un service de réception, de traitement et de suivi des demandes du client

En permanence à l'écoute de l'USID de Cazaux et des bénéficiaires, ce service a pour objectif :

- D'assurer le suivi et la traçabilité des opérations de dépannage, de maintenance et d'amélioration ;
- De permettre à l'USID de Cazaux d'exprimer des besoins ponctuels et au titulaire de les prendre en compte et d'en assurer le suivi et la traçabilité ;
- De permettre à l'USID de Cazaux de suivre et de s'assurer de la réalisation des prestations.

3.8. Fouilles

Les fouilles éventuellement nécessaires aux réparations d'installations (réseaux enterrés eaux...) font partie intégrante du marché et de sa partie forfaitaire, ainsi que la remise en état des revêtements de surface (enrobés, gazon...).

4. Description des prestations attendues - Poste 1 – Maintenance

4.1. Maintenance préventive

4.1.1. Prestations à effectuer

D'une manière générale, s'agissant d'un marché avec obligations de résultats, les prestations forfaitaires de maintenance des installations de l'aire à feux gaz attendues sont notamment :

- L'exécution du programme minimum de maintenance défini, et en particulier les reprises de peinture (ateliers et pistes), les remplacements de tuyauterie, et les campagnes de recherches de fuites telles que définies en annexe 2 ;
- La maintenance préventive de niveau 1 à 4 inclus comme définie dans la norme NF 13306 dans les limites du présent CCTP ;
- La surveillance de l'installation ;
- Tous les réglages nécessaires à un parfait fonctionnement de l'aire à feux et de ses équipements ;
- Les prestations décrites dans le présent CCTP (inventaire, reporting, management, ...) ;
- Rotation des pompes gaz et groupes air comprimé.

4.1.2. Consommables de maintenance

Les matières et pièces consommables liées aux interventions de maintenance préventive sont incluses dans le forfait.

La fourniture de bouteille de gaz étalon pour vérification des détecteurs de gaz (environ 8 bouteilles par mois en moyenne) est due par le titulaire sans limitation de montant.

4.1.3. Maintenance logiciels

Au titre du forfait, le titulaire doit la maintenance préventive et corrective informatique et logicielle complète des équipements et licences informatiques concourant à la conduite et à l'exploitation de l'aire à feux gaz (système de gestion des scénarios de formation des pompiers).

Le titulaire doit la fourniture, l'installation et la mise en service permanente de l'ensemble des évolutions correctives ou fonctionnelles des licences contribuant au fonctionnement de l'aire à feux (RSView32, RSLinx, RSBizWare, RSSql, RSAutomation Desktop Support...).

4.2. Maintenance corrective

4.2.1. Prestations à effectuer

D'une manière générale, s'agissant d'un marché avec obligations de résultats, elle concerne les interventions ayant pour but la remise en état de fonctionnement des matériels à la suite d'une défaillance dans les délais de remise en configuration mentionnés en ¶ 2.3.2.

La maintenance corrective pourra être palliative lorsqu'un problème important ou bloquant, a été identifié. L'objectif est de réparer au moins provisoirement le défaut afin de rétablir l'utilisation des équipements avant une maintenance curative ou une maintenance

préventive. Une maintenance palliative pourra être validée uniquement si la sécurité n'est pas impactée.

- La maintenance corrective dans les limites fixées dans le présent CCTP.
- Les dépannages, les réparations ainsi que les modifications ou améliorations nécessaires à la suppression des défaillances dans les limites définies au § 4.2.2 du présent CCTP.

4.2.2. Pièces détachées – équipements inclus dans le poste 1 forfaitaire

Le titulaire assurera, au titre du forfait, la réparation ou remise en état immédiate jusqu'au seuil de 6000€ H.T. pour le coût des pièces uniquement. La main d'œuvre et toutes les autres sujétions sont réputées incluses dans le prix annuel du Poste 1. Un devis devra être fourni au-delà de ce montant, sur lequel sera soustrait du montant total le montant du seuil des pièces de 6 000 € HT.

Quelques éléments resteront à charge complète du marché de maintenance. Ainsi, le titulaire devra une garantie totale sans limite financière sur les équipements suivants :

- Les équipements informatiques de conduite et d'exploitation de l'aire à feux gaz.
- L'onduleur de la tour de contrôle.
- Les automates de conduite et d'exploitation de l'AFG.
- Les centrales et équipements gaz.

La garantie totale pourra donc impliquer un remplacement complet de l'équipement couvert au titre du poste 1 forfaitaire.

4.3. Prestation à réaliser pendant la prise en charge du contrat

4.3.1. Première année : Remplacement de Spots Extérieurs par des Spots LED

Le remplacement des spots extérieurs par des 12 spots LED sur une piste d'entraînement pour les pompiers vise à améliorer l'efficacité énergétique et la qualité de l'éclairage. Les étapes incluent l'évaluation initiale, le démontage des spots actuels, l'installation des nouveaux spots LED, et les tests de fonctionnement. Les avantages attendus sont une réduction de la consommation énergétique et une durée de vie prolongée des équipements.

4.3.2. Deuxième année : Reprise de maçonnerie dans la galerie technique SCR

La reprise de maçonnerie dans la galerie technique de la maquette SCR, abritant des réseaux gaz et électrique, doit être réalisée en tenant compte des contraintes environnementales du site. Les étapes incluent l'évaluation des réseaux existants, la démolition sélective des éléments de maçonnerie, la reconstruction avec des matériaux adaptés, et la vérification de l'intégrité des réseaux. Les travaux doivent être effectués avec des précautions spécifiques pour éviter toute perturbation des réseaux gaz et électrique, assurant ainsi la sécurité et la continuité des opérations sur le site.

4.3.3. Troisième année : Remplacement canalisation refroidissement SFL

Le remplacement du réseau d'eau destiné au refroidissement de la maquette SFL pendant les

exercices des pompiers implique l'installation d'un nouveau réseau extérieur en inox. Ce matériau est choisi pour sa résistance aux conditions environnementales et sa durabilité. Les étapes incluent la déconnexion et le retrait du réseau existant, la pose des nouvelles conduites en inox, et les tests de fonctionnement pour assurer une efficacité optimale du système de refroidissement.

4.4. Prestations et travaux exclus du poste 1 forfaitaire

- Les contrôles réglementaires de conformité des installations électriques, des exutoires de désenfumage, les paratonnerres et des RIA.
- L'entretien des espaces verts hormis l'enceinte de la cuve gaz.

Hormis les travaux et prestations listés ci-dessus, tous les autres travaux et prestations sont donc implicitement dus par le titulaire au titre du poste 1 forfaitaire.

Attention : ne sont pas exclus les CVPO relatifs au stockage et à la distribution gaz, ainsi que la production et le stockage de l'air comprimé.

5. Description des prestations attendues - Poste 2 sur bons de commande

5.1. Généralités

Les prestations de ce poste seront constituées des prestations non comprises dans la part forfaitaire. Elles pourront concerner des installations non couvertes dans le poste forfaitaire et émaneront de l'USID de Cazaux exclusivement. Elles auront pour objectif le maintien à hauteur d'installations ou la réalisation de petites installations nouvelles. Les prestations à la demande se subdivisent en deux parties : les prestations pour lesquelles les prestations sont définies dans le BPU et lancées sur bons de commande spécifiques ; les prestations non prévisibles, pour lesquelles les prix peuvent ne pas être définis dans le BPU (utilisation du taux horaire contractualisé et du coefficient contractuel de majoration pour fournitures pour établissement des devis si prestations hors BPU).

5.2. Devis

L'USID de Cazaux établira une demande de devis particulière ou une mention dans un compte-rendu afin de préciser les travaux à étudier et chiffrer. Les délais d'établissement des devis ne devraient pas dépasser :

- 3 jours ouvrés pour les P1 – 1 jour pour reprendre les observations de l'USID de Cazaux.
- 5 jours ouvrés pour les P2 – 1 jour pour reprendre les observations de l'USID de Cazaux.
- 10 jours ouvrés pour les P3 – 3 jours pour reprendre les observations de l'USID de Cazaux.

Les devis seront normalement établis suivant le bordereau de prix du marché et devront faire apparaître pour chaque poste, le numéro de la ligne de référence du BPU.

Dans des conditions normales, les lignes de balisage et de nettoyage de chantier ne devront pas apparaître dans les devis car ces prestations sont comprises dans les prix du BPU.

Les devis devront préciser les délais d'approvisionnement et les délais de réalisation des opérations.

5.3. Prestations non définie au BPU

Les prestations hors bordereau concernent des prestations non incluses au forfait et non prévues dans les prestations prédéfinies. Ces prestations rares feront à chaque fois l'objet d'un bon de commande pour répondre à ce besoin nouveau.

Le titulaire présentera une offre (technique et financière) pour chaque projet. Cette offre sera accompagnée de toutes les pièces utiles au jugement de l'offre (fiches techniques, plans, etc.) à la demande du chargé d'affaires ainsi que du devis de fourniture, avec devis contradictoires de plusieurs fournisseurs sur demande de l'USID de Cazaux.

La notification des travaux interviendra par la réception par le titulaire d'un bon de commande émit dans les conditions du CCAP.

Pour réaliser son devis, le titulaire utilisera :

- Le taux horaire contractualisé dans le BPU (main d'œuvre) ;
- Le coefficient contractuel de majoration (coefficient K) pour fournitures appliqué sur un prix « déboursés secs », mentionné à l'acte d'engagement

5.4. Réalisation

La réalisation des travaux donnera lieu à l'établissement d'un plan de prévention spécifique, éventuellement d'un permis de feu et un permis de fouilles. Le titulaire communiquera à ses personnels les règles de sécurité et de fonctionnement de l'établissement. Les travaux à la demande ne seront pas réalisés par des personnels affectés aux prestations forfaitaires. Ils seront toutefois réalisés sous la direction du responsable de site qui sera le mieux à même de percevoir les incidences sur le fonctionnement de l'établissement ; les fermetures de routes. Si les travaux ne peuvent être réalisés dans les délais impartis, il appartient au titulaire de solliciter un report de délai argumenté même si ce retard est imputable au client.

5.5. Documents à fournir avant travaux

Les travaux à réaliser ne pourront débuter sans la validation par l'USID de Cazaux, des documents en lien avec l'opération à réaliser.

Seront à fournir avant travaux (liste non exhaustive) :

- Fiches techniques des matériels/matériaux proposés ;
- Notes de calcul ;
- Fiches sécurité des produits employés ;
- Plans « état futur » de l'installation ;
- A.C.S ;
- Tous documents pouvant être demandés par le maître d'œuvre.

5.6. Documents à fournir après travaux

Si aucune réserve n'est signalée, il sera remis à l'USID de Cazaux dans un délai maximum de 1 mois un dossier DOE format informatique et/ou papier comprenant tous les documents utiles pour le suivi (rapports, attestations, PV,diagnostic...).